1791 révolte d'esclaves à Saint-Domingue
1804 indépendance d'Haïti
1822 indépendance du Brésil
1910 révolution mexicaine

TR
149

"L'émancipation va occuper un siècle"

PAR **ALAIN ROUQUIÉ**

À l'issue de près de trois siècles de colonisation, un vent de liberté souffle sur les Amériques. Partout, le pouvoir des métropoles européennes est contesté. L'heure a sonné de la séparation, par la lutte ou en douceur.

C'est entre 1810 et 1825 que naît le plus grand nombre d'États américains. Mais c'est tout au long d'un siècle, de la fin du XVIIIe aux dernières années du XIXe, que sont fondés les États-nations du continent. Les colonies britanniques du Nord proclament l'indépendance de leur union à Philadelphie en 1776. Et ce n'est qu'en 1898 que Cuba devient un État souverain, mettant ainsi fin à l'empire espagnol des Amériques. Pour être complet, il faudrait ajouter la création en 1903 de la république de Panama, province colombienne, pour les besoins du canal interocéanique et des États-Unis.

Les notables créoles à la manœuvre

L'indépendance des nations du continent ne correspond pas toujours à l'image d'Épinal du soulèvement d'un peuple uni contre le colonisateur étranger. Les guerres contre la métropole européenne se sont parfois transformées en guerres civiles. Les créateurs des nouvelles nations latino-américaines sont des notables créoles, fils d'Européens nés sur le sol américain. Leurs objectifs sont aux antipodes de révolutions sociales, même s'ils sont différents selon les pays et si des rébellions populaires les accompagnent ou les précèdent, imposant des réformes. Aux États-Unis, on a mis l'accent sur la démocratie et le problème fiscal ainsi que sur la liberté religieuse pour rendre compte de l'émancipation des colonies britanniques. Au sud, les Espagnols des Amériques veulent avant tout la liberté de commercer et de choisir leurs dirigeants. L'occupation de l'Espagne par Napoléon va leur fournir un prétexte légal pour refuser de dépendre du gouvernement de Madrid : les Hispano-Américains se rebellent par fidélité au souverain légitime, prisonnier des Français, mécréants et usurpateurs. C'est pourquoi au Mexique le premier « cri » de l'émancipation en 1810 ne vient pas des possédants créoles mais d'une révolte d'Indiens et de métis dirigée par des curés de campagne et se réclamant de la Vierge de Guadalupe et du roi d'Espagne contre « le mauvais gouvernement ». Mais ces insurgés sont mis au pas et leurs chefs, fusillés. C'est finalement un général de l'armée espagnole né au Mexique, Agustín de Iturbide, qui ayant changé de camp proclame l'indépendance dans l'ordre en faveur des élites créoles et se fait couronner empereur. Aujourd'hui, l'histoire officielle du Mexique née de la révolution de 1910 exalte pourtant le rôle national et populaire des précurseurs ecclésiastiques vaincus et rejette du panthéon des gloires mexicaines la figure controversée de l'éphémère Agustín Ier.

L'indépendance des nations ne correspond pas toujours à l'image d'Épinal de la lutte d'un peuple uni contre le colonisateur étranger

Des guerres conventionnelles et sociales

En Amérique du Sud, le mouvement émancipateur part des conseils municipaux (*cabildos*) des villes. Il donne lieu à des guerres conventionnelles entre « patriotes » et forces espagnoles où les *libertadores* sont des militaires – l'Argentin José de San Martín, le Chilien Bernardo O'Higgins, le Vénézuélien Simón Bolívar – qui repoussent les armées de reconquête. Mais les conflits ethniques et le conservatisme des dirigeants de l'émancipation provoquent parfois des affrontements qui dérivent en guerre sociale sans merci. Ainsi au Venezuela une partie des classes populaires, composées notamment de métis et d'esclaves noirs, loin d'appuyer le processus émancipateur, combat dans les rangs espagnols contre les forces de Bolívar et des riches planteurs. La question ethnico-sociale a été dans de nombreuses régions au cœur des indépendances. À Saint-Domingue, une

Poirier, Le Monde du Vin, 2018

révolte victorieuse des esclaves donne naissance en 1804 à Haïti – la première république noire – en battant le corps expéditionnaire envoyé par Napoléon qui avait rétabli l'esclavage aboli par la Révolution française. On peut penser que ce précédent historique a été ailleurs un frein puissant à l'émancipation. Il a assuré notamment la loyauté envers l'Espagne des élites de Cuba, terre de plantation où l'esclavage n'a été aboli qu'autour de 1880.

Cependant l'émergence des nouveaux États n'est pas toujours conflictuelle et violente. Le Brésil, immense colonie portugaise, en atteste. Il a connu une émancipation atypique. Lors de l'invasion du Portugal par les armées de Napoléon en 1808, le futur roi Jean VI quitte le pays avec sa famille, la cour et le trésor royal. Il se réfugie, avec l'aide de la flotte britannique, au Brésil. C'est son fils, dom Pedro, héritier du trône qui, resté à Rio de Janeiro, proclame l'indépendance en refusant la couronne portugaise en septembre 1822. Le Brésil s'émancipe ainsi en douceur et en préservant son unité et sa stabilité, conditions indispensables pour le maintien d'une économie esclavagiste. L'esclavage, en effet, n'y sera aboli qu'en 1888.

Un continent de plus en plus fragmenté

Un autre État-nation a connu aussi une émancipation pacifique mais plus graduelle. Le Canada, colonie britannique qui a accueilli les « loyalistes » refusant l'indépendance nord-américaine, devient entre 1867 et 1931 un dominion du Royaume-Uni. Il obtient une certaine autonomie lui permettant de désigner ses gouvernants. Mais ce n'est qu'en 1982 que cette monarchie constitutionnelle, dont le souverain britannique est toujours le chef d'État, « rapatrie » sa Constitution et peut désormais sans passer par Londres réformer librement la loi fondamentale.

Les anciennes colonies espagnoles se sont libérées dans le cadre des structures héritées du colonisateur. Mais, dans la période instable et violente des indépendances, les divergences politiques, les intérêts locaux et les ambitions des généraux vainqueurs provoquent la fragmentation des vice-royautés. L'Amérique centrale devient indépendante en 1821. Elle est annexée par le Mexique d'Iturbide puis, en 1823, forme une fédération souveraine, les Provinces-Unies d'Amérique centrale. De 1829 à 1841, le provincialisme déclenche des conflits qui en finissent avec la confédération isthmique. Cinq États indépendants voient le jour, dont le Salvador, le plus petit du continent. Différentes tentatives de reconstruire l'unité perdue sont restées sans lendemain. Plus au sud, la Grande-Colombie, chère à Simón Bolívar qui l'a émancipée par les armes, éclate en 1830. Le *Libertador*, qui meurt désespéré la même année, estime qu'il a *« labouré la mer »*. D'autant que son grand dessein d'unité continentale lancé en 1826 au Congrès de Panama avait échoué.

Le Brésil s'émancipe en douceur, en préservant sa stabilité, condition indispensable pour le maintien d'une économie esclavagiste

Les Provinces-Unies du Río de la Plata libérées par le général José de San Martín, qui l'emporta aussi au Chili puis au Pérou en 1821, n'échappent pas à l'anarchie armée. Le Paraguay guarani prend son indépendance dès 1811. En revanche, l'Uruguay est annexé par les Portugais du Brésil. Ils en sont chassés en 1827 par une insurrection soutenue par les Argentins, tandis que le Royaume-Uni, au nom de la libre circulation fluviale, impose un État tampon indépendant de ses puissants voisins.

L'Amérique du Nord, quant à elle, a connu des émergences étatiques éphémères comme celles du Texas (1836-1845) ou de la Confédération du Sud (1861-1865) et au moins plus récemment les tentatives d'indépendance du Québec, province francophone du Canada (1995). Cependant, si l'on en juge par la multiplication des États du Vieux Monde à la fin de la guerre froide, et au vu des tendances sécessionnistes à l'œuvre, y compris dans les plus vieilles nations européennes, on ne peut manquer de souligner la stabilité remarquable des États américains depuis la fin du XIXe siècle. ■



GRAZIELLA RIOU

À PROPOS DE L'AUTEUR

Né à Millau en 1939, Alain Rouquié est directeur de recherche émérite à la Fondation nationale des sciences politiques. Ce spécialiste de l'Amérique latine contemporaine a été ambassadeur de France au Brésil de 2000 à 2003. Il est l'auteur de nombreux livres, notamment *le Brésil au XXIe siècle* (Fayard, 2006), *À l'ombre des dictatures* (Albin Michel, 2010), *le Mexique. Un État nord-américain* (Fayard, 2013) et *le Siècle de Perón* (Seuil, 2016). Alain Rouquié est aujourd'hui président de la Maison de l'Amérique latine à Paris.

→ Pour le site chronologie détaillée